



Grey, Clark, Shih and Associates, Limited

Public Affairs & International Trade
Affaires Publiques & Commerce International

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**EXPLOITER LA BOÎTE AUX LETTRES :
LES SUBVENTIONS VERSÉES À L'AGRICULTURE PAR LES GOUVERNEMENTS
FÉDÉRAL ET DES ÉTATS AMÉRICAINS**

Ottawa, le 24 novembre, 2010 - Dans son dernier rapport sur le soutien agricole américain qui est publié aujourd'hui, M. Peter Clark, président de Grey, Clark, Shih and Associates Limited., trouve que les gouvernements fédéral, des États et locaux américains continuent de subventionner leurs industries agricoles au moyen d'un dédale de programmes dont on estime qu'ils s'élevaient au bas mot à plus de 80 milliards de dollars américains en 2009 et représentaient bien plus de la moitié des revenus à la ferme totaux de 290 milliards de dollars américains des États-Unis.

Le cabinet Grey, Clark, Shih and Associates Limited (GCS) analyse les programmes de subventions agricoles américains depuis 1986 et a préparé quatre de ces rapports pour les Producteurs laitiers du Canada depuis 1990. Le présent rapport est la plus récente mise à jour. Il se concentre sur les changements apportés par le Farm Bill de 2008.

« Les États-Unis continuent de fournir un soutien massif – parfois sous-déclaré à l'Organisation mondiale du commerce – au niveau des gouvernements fédéral, des États et locaux à l'agriculture américaine, de déclarer M. Clark. Les producteurs laitiers américains sont parmi les principaux bénéficiaires de ce soutien grâce à un réseau complexe de soutien direct et de programmes et de mesures indirects ».

Le soutien indirect est versé à la production laitière américaine par le biais de l'infrastructure, notamment l'irrigation, des services et des avantages des programmes généraux, comme les crédits à l'exportation, la nutrition, l'aide alimentaire et des programmes de prêt et de garantie de prêt. En outre, des avantages intermédiaires considérables découlent de la production de céréales fourragères pour le bétail qui profitent aux bovins laitiers et à la production laitière.

Au total, l'auteur du rapport a découvert que la valeur des programmes du ministère de l'Agriculture américain destinés à l'industrie agricole américaine s'élevait à 180,8 milliards de dollars américains en 2009. La part d'environ 10,7 % des ventes agricoles américaines du secteur laitier correspond à quelque 19,3 milliards de dollars américains pour les producteurs laitiers américains.

« Nous estimons que les avantages totaux directs et indirects dont bénéficiait la production laitière américaine grâce à des programmes fédéraux, d'État et locaux américains pendant l'exercice 2009 s'élevaient à 12,00 \$ américains par quintal (cwt) de lait produit, soit 31,11 \$ canadiens par hectolitre », de faire observer M. Clark.

Ceci comprend les niveaux de programme agrégés des programmes du ministère de l'Agriculture américain, le soutien à l'infrastructure d'irrigation et le coût non déclaré inférieur au prix du marché de l'eau et de l'électricité pour les systèmes d'irrigation, ainsi que l'incitatif sans cesse croissant pour l'énergie de la biomasse.

Nous estimons que ce soutien représente 31,11 \$ canadiens par hectolitre en 2009. Ceci est considérablement plus élevé que ce qui était le cas pour le précédent Farm Bill (2002) pour lequel le soutien estimé selon une base semblable s'établissait à 25,90 CAD/hl pour l'exercice 2003.

En somme, les subventions versées aux producteurs laitiers américains équivalent essentiellement au revenu que le secteur réalise sur le marché. Ce généreux soutien permet aux producteurs américains de vendre à un prix inférieur à leur coût de production entièrement épongé en les mettant à l'abri de la nécessité de réaliser un profit sur le marché. Le soutien permet également de les isoler des pressions des prix internationaux.

M. Clark a fait observer que l'étude traite de tout le soutien agricole et ne se limite pas aux subventions pour le secteur laitier. « Dans l'ensemble, l'USDA, à l'instar de l'UE, apporte à l'agriculture américaine un soutien qui exerce un effet de distorsion sur la production et le commerce », a-t-il expliqué.

« Le soutien interne débridé, mal classé et non déclaré est la cause fondamentale de l'impasse dans laquelle se trouve le Cycle de Doha et la raison principale pour laquelle on ne reprendra pas de négociations significatives pendant des années », d'affirmer M. Clark. En outre, à moins que l'on impose une discipline à ces subventions et qu'on les réduise, on ne peut décemment affirmer que tout se trouve sur la table dans le cadre des négociations du Partenariat Trans-Pacifique (TPP) et de l'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-UE.

Le Farm Bill de 2008 n'a pas été discipliné par le peaufinage des règles de l'OMC. D'autre part, ces initiatives qui n'ont pas encore été décidées n'influenceront pas non plus la réforme de la PAC en Europe. Alors que les paiements de soutien « découplés » étaient censés rendre le monde plus équitable, ils l'ont empiré et nous verrons bien davantage de ce que l'on prétend être découplé ou « vert ».

Un précis est joint et le rapport complet est disponible en ligne à l'adresse www.greyclark.com ou sur cédérom. Pour en savoir davantage, veuillez appeler M. Clark au 613-238-7743

Information :

Peter Clark, 613-238-7743, Jpclark@greyclark.com